

PROGRAMME

*

LISTE

DES

PARTICIPANTS



ARC 1111
300.000.1 (C)

I 48

**RESEAU DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES SOCIALES
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE
Saly Portudal - SENEGAL, 10 au 14 janvier 1994**

OBJECTIFS

Le **principal objectif** du séminaire de Dakar est de permettre aux chercheurs, aux décideurs et aux représentants des institutions donatrices présents d'échanger sur les expériences, les problématiques et les méthodologies liées à la formulation et la mise en place des politiques sociales dans le contexte socio-économique spécifique de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le point de départ de cette discussion sera constitué par deux documents de base réalisés par des consultants pour le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).

Il est bien évident que dans l'ensemble des pays retenus de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre il y a des divergences en matière de formulation et de mise en place des politiques sociales et il faut s'attendre, lors de ce séminaire, à voir émerger des orientations et des priorités différentes en matière de recherche. Il faudra cependant viser à établir un programme commun de recherche chapeautant les diverses recherches nationales particulières. Pour le CRDI, l'objectif final est d'arriver à une sélection d'un nombre limité de thèmes de recherche qui par leurs liens donnent une raison d'être à un réseau de recherche régional en politiques sociales.

Les **objectifs spécifiques** du séminaire seront:

- a) à partir de la discussion sur les deux textes et sur les diverses présentations, déterminer les différentes manières (politiques nationales, régionales, locales; auto-initiatives communautaires, ONG, etc.) de satisfaire aux besoins sociaux dans les différents contextes nationaux;
- b) choisir parmi les points d'entrée dans la problématique des politiques sociales (i) proposés dans les textes de base ou (ii) proposés par les membres participant au séminaire celui ou ceux qui pourraient chapeauter l'ensemble des recherches nationales;
- c) approfondir les questions méthodologiques en rapport avec le ou les point(s) d'entrée sélectionné(s). Une des questions abordées sera de discuter des stratégies de collaboration entre chercheurs et décideurs de façon à maximiser les impacts potentiels de ces recherches;
- d) commencer la discussion sur la nature et les mécanismes de mise en place et de fonctionnement du réseau; déterminer l'institution coordonnatrice, l'organisation d'un secrétariat, etc.

PROGRAMME REVISÉ ET FINAL

Lundi 10 janvier 1994

9:00 - 10:00

Enregistrement des participants / Arrivée du Ministre

10:00-11:00

Allocution de M. Gerald Bourrier, Directeur Régional du CRDI

Projection: Le CRDI: Science sans Frontière

Discours d'ouverture présenté par le Ministre de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal, son Excellence M. Assane Diop

11.00-11:30 Pause santé

11:30-12:30

Président: Gerald Bourrier, Directeur Régional

Adoption de l'ordre du jour

Présentation de **la problématique des politiques sociales en Afrique et des objectifs du séminaire** par Jean-Michel Labatut

Discussion

12:30-14:00 Déjeuner

14:00-16:00

Présentation des deux documents de travail sur les politiques sociales en Afrique par Soumana Doumbia et Pierre Bernier : **"Eléments de réflexion pour une nouvelle problématique en matière de politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre"**

16:00-16:15 Pause santé

16:15-17:30

Discussion

Mardi 11 janvier 1994

8:30-10:00

Président: Daniel Morales-Gomez

Présentation: "**Capacités de recherche en matière de politiques sociales dans la région de Afrique de l'Ouest et du Centre**", Sibry Tapsoba

10:00-10:15 Pause santé

10:15-12:30

Discussion

12:30-14:00 Déjeuner

14:00-15:00

Président: Denise Deby

Présentation: **La recherche en politiques sociales en Amérique Latine**, Carlos Vergara

Discussion

15:00-15:15 Pause santé

15:15-17:30

Présentation de **la problématique de la recherche dans le domaine des politiques sociales au Burkina Faso, Cameroun et Côte d'Ivoire** (Jean-Baptiste Ouedraogo, Emmanuel Yenshu, Souleymane Yéo-Ouattara)

Discussion

Mercredi 12 janvier 1994

8:30-9:00

Président: Jean-Paul Ferland, ACDI

Présentation: **La recherche en politiques sociales en Afrique de l'Est et Australe**,
Stephen Ouma

Discussion

9:15-10:30

Présentation de **la problématique de la recherche dans le domaine des politiques sociales au Ghana et au Sénégal** (Dominic K. Agyeman, Ousseynou Diop)

Discussion

10:30-10:45 Pause santé

10:45-11:15

Président: Stanislas Adotevi, UNICEF

Présentation: **La recherche en politiques sociales en Asie de l'Est**, Trinidad Osteria

Discussion

11:15-13:00

Présentation de **la problématique de la recherche dans le domaine des politiques sociales en Guinée et au Mali** (Mariam Thierno Mariama, Dieudonné Ouedraogo)

Discussion

13:00-14:30 Déjeuner

14:30-17:30

Président: Medjomo Coulibaly, USAID

Présentation par les bailleurs de fonds de leurs priorités en matière de politiques sociales
(16:30-16:45 Pause)

Discussion

Jeudi 13 janvier 1994

8:30-12:30

Travail en groupes (4). Objectif: déterminer les priorités de la recherche en politiques sociales dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (10:00-10:15: Pause)

12:30-14:00 Déjeuner

14:00-17:30

Président: Sidiki Coulibaly

Bilan des travaux en groupe

Identification des priorités de la recherche retenus par les groupes.

Discussion

(16:00-16:15 Pause)

INFOS

- **Durant le séminaire, les participants sur réseau électronique (E-mail) pourront entrer en communication avec leurs bureaux. Pour cela, contacter le Secrétariat du séminaire**
- **N'oubliez pas de faire reconfirmer vos billets au moins 72 heures avant votre date de retour. Prière remettre les billets à Mme Amy Barboza.**
- **Vous êtes priés de faire les corrections nécessaires sur vos noms et adresses tels que présentés dans la liste des participants. Si vous avez des adresses E-mail, prière les indiquer.**

Vendredi 14 janvier 1994

8:30-10:00

Président: Jean-Michel Labatut

Directions pour la recherche: **présentation des points d'entrée qui ressortent des discussions et leurs implications au niveau des recherche nationales dans le domaine des politiques sociales.**

10:00-10:15 Pause santé

10:15-13:00

Président: Réal Lavergne

Discussion sur les mécanismes de mise en route du réseau.

13:00-14:30 Déjeuner

14:30-16:00

Président: Jean-Michel labatut

Présentation du bilan du séminaire par Sibry Tapsoba

16:00-16:30

Clôture du séminaire : Gerald Bourrier/Daniel Morales Gomez

18:00-20:00

Cocktail de Clôture

LISTE DES PARTICIPANTS (CONFIRMATIONS RECUES)

A - CHERCHEURS ET DECIDEURS AFRICAINS

1. Souleymane OUATTARA
IES
Université d'Abidjan
08 BP 865
Abidjan 08
COTE D'IVOIRE
FAX : (225)44.35.31
2. Kako OURAGA
Directeur Général du Plan
Abidjan
COTE D'IVOIRE
3. Dominic K. AGYEMAN
Dept. of Sociology
University of Cape Coast
Cape Coast
GHANA
4. Kofi ADU
Director of Social Welfare
Ministry of Empliyment and Social Welfare
Accra
GHANA
5. Mariama ThiernoBARRY
Maternité CHU Donka
BP. 234 - CONAKRY
s/c OMS
Conakry
GUINEE
Tlx : 22472 OMS
6. Issa TRAORE
Directeur Nationale des Affaires Sociales
Ministère des Affaires Sociales
Conakry
GUINEE

7. Dieudonné OUEDRAOGO
CERPOD (Centre d'Etudes et de Recherches
sur la Population pour le Développement)
BP 1530 Bamako
MALI
Tél : 22.21.78/22.30.83
Tlx : 2432
8. Séméga Mariam DOUKOURE
Reponsable de la Cellule Formation
Projet ATDA
Aménagement des Terroirs Villageois
Bamako
MALI
9. Emmanuel YENSHU
University Centre for Health Sciences
CUSS
Yaounde
CAMEROON
Tél : (237)22 2051
Fax : (237)22 3798
10. Berthe NSEKE
Directeur Adjoint de la Protection de l'Individu
et de la Famille
Ministère des Affaires Sociales et de la Condition Féminine
Yaoundé
CAMEROUN
11. Ousseynou DIOP
Secrétaire Exécutif
INSTITUT AFRICAIN DE GESTION URBAINE (IAGU)
BP 7263
Dakar
SENEGAL
12. Lamine Farba SALL
Directeur
Direction de l'Action Sanitaire
et de la Protection Sociale
Rue 15 x 8
Médina - Dakar
SENEGAL

13. Jean Baptiste OUEDRAOGO
Directeur IRSSH
CNRST
UNIVERSITE de OUAGADOUGOU
BP. 7021
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO
14. Mamadou CISSOKO
Secrétaire Général
Ministère des Enseignements
Secondaire, Supérieur et de la
Recherche Scientifique
BP. 7047
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO
Tel: 226-36.28.35
15. Soda DIAGNE
Assistante Sociale
Direction de l'Action Sociale
et de la Protection Sanitaire
Rue 15 x 8
Médina - Dakar
SENEGAL

B - PERSONNES RESSOURCES

16. Soumana DOUMBIA
ACORD
BP 1969
Bamako
MALI
Tlx : 22.21.78/23.02.37
17. Lalla A. BEN-BARKA
Coordonnatrice Régionale
ROCARE / ERNWACA
BP 1775
Bamako
MALI

18. Pierre BERNIER
ACDI
200 Promenade du Portage
Hull - Québec
CANADA
TEL: (613) 943-8426
FAX: (613) 995-9203
19. Géréme SAWADOGO
Btattleboro, VT 05302
U.S.A.
Fax: (802) 258-3248

C - BAILLEURS DE FONDS

20. Jean-Paul FERLAND
ACDI
Dakar
SENEGAL
21. NDolamd NGOKWEY
Coordonnateur De Programme
UNICEF
43, Albert Sarraut
Dakar
SENEGAL
22. Le Représentant Résident
PNUD
Dakar
SENEGAL
23. Le Représentant
UNESCO-BREDA
BP 3311
Dakar
SENEGAL
24. Malang THIAM
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
01 B.P. 1387
Abidjan 01
COTE D'IVOIRE

25. Stanislas Adotevi
Directeur Régional
UNICEF
04 B.P. 443
Abidjan 04
COTE D'IVOIRE
26. Liman TINGUIRI
Conseiller économique régional
UNICEF
04 B.P. 443
Abidjan 04
COTE D'IVOIRE
27. Medjomo Coulibaly
Education and Human Resources Advisor
USAID/REDSO
01 BP 1712
Abidjan 01
COTE D'IVOIRE
28. René Lemarchand
Democracy and Governacy Advisor
USAID/REDSO
01 BP 1712
Abidjan 01
COTE D'IVOIRE
29. Lilliane BAER
AED / SARA
1255 23rd Street
Washington (D.C.)
USA
30. Sidiki COULIBALY
Representant Résident
FNUAP
Dakar
SENEGAL

31. Jean-Luc DUBOIS
ORSTOM
213 Rue La Fayette
75480 Paris
Cedex 10
FRANCE

D - REPRESENTANTS INSTITUTS DE RECHERCHE

32. Tade A. AINA
Director of Publications
CODESRIA
BP 3304
Dakar
SENEGAL
33. Ibrahima Lamine DIOP
Coordonnateur du Projet
Petites Subventions
UEPA
BP 21007
Dakar
SENEGAL
34. Jean ETTE
Centre d'Etudes Prospectives et Appliquées
sur le Politiques Sociales et les Systèmes
de Sécurité Sociale (CEPRASS)
22 BP 1066 Abidjan 22
COTE D'IVOIRE
Tel: 225-45.43.95/44.34.50
35. Stephen OUMA
Department of Social Work and Social Administration
MAKERERE UNIVERSITY
Box 7062
Kampala
UGANDA

36. Carlos VERGARA
Centro de Estudios Sociales y Education
C/O Mario Torres
IDRC-LARO
Casilla de Correos 6379
Montevideo
URUGUAY
37. Trinidad OSTERIA
Social Development Research Center
DE LA SALLE UNIVERSITY
2401 Taft Avenue
Manila
THE PHILIPPINES
38. Alain GRANDOIS
Université de Montréal à Québec
Case Postale, Succursale A
Montréal (Québec)
CANADA H3C 3P8

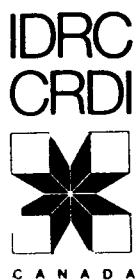
E - PARTICIPANTS CRDI

39. Daniel MORALES-GOMEZ
Directeur de Programme
Politiques Sociales
CRDI - Ottawa
CANADA
40. Denise DEBY
Administrateur de Programme
Politiques Sociales
CRDI - Ottawa
CANADA
41. Jean-Michel LABATUT
Administrateur de Programme
Politiques Sociales
CRDI - Ottawa
CANADA

42. Gerald Bourrier
Directeur Régional
CRDI-BRACO
Dakar
SENEGAL
43. Réal LAVERGNE
Senior Program Officer
Politiques Economiques
CRDI-BRACO
Dakar
SENEGAL
44. Sibry TAPSOBA
Administrateur Régional de Programme
Politiques Sociales
CRDI - BRACO
Dakar
SENEGAL

D - LOGISTIQUE / SECRETARIAT

45. Penda GUEYE
Secrétaire
Division des Sciences Sociales
CRDI - BRACO
Dakar
SENEGAL
46. Amy BARBOZA
Assistante de Programme
Division des Sciences Sociales
CRDI - BRACO
Dakar
SENEGAL
47. Moussa DRAME
Documentaliste
CRDI - BRACO
Dakar
SENEGAL



**Centre de recherches pour le
développement international**

PROGRAMME DES POLITIQUES SOCIALES

Division des sciences sociales

Introduction

Le **Programme des politiques sociales** appuie la recherche multidisciplinaire appliquée sur les contenus, la planification, la mise en oeuvre, la gestion et l'incidence des politiques sociales. Il se fonde sur les quatre prémisses suivantes :

- Les politiques sociales découlent de processus et de décisions d'ordre politique planifiés et mis en oeuvre aux échelons national et local en réponse aux besoins du développement humain.
- Le développement humain est le résultat intégré de mécanismes socio-économiques et culturels qui influent sur la capacité d'apprendre et d'appliquer le savoir aux choix en matière de développement et aux stratégies nécessaires pour concrétiser ces choix.
- Un développement humain durable exige une gestion efficace de la chose publique, des institutions sociales favorisant la participation, des politiques intégrées et des ressources humaines capables de déterminer et de mettre au point les moyens propres à répondre d'une manière équitable aux besoins fondamentaux.
- La recherche en sciences sociales sur les agents, les pratiques et les répercussions des politiques sociales accroît l'application efficace du savoir aux fins du développement et jette les bases de la réforme sociale, économique et technologique.

La recherche sur les politiques sociales constitue un outil pour nous aider à comprendre **par quels voies et moyens et avec quelles chances de succès les pays élaborent, appliquent et évaluent les décisions afférentes aux politiques sociales**. Elle a pour but de favoriser les innovations en matière de politiques et d'encourager les moyens populaires de lutte contre la pauvreté qui tendent au développement durable.

Les politiques sociales sont le fruit de contextes culturels et historiques. En cette fin de XX^e siècle, plusieurs phénomènes représentent des défis considérables pour l'élaboration des politiques sociales dans les pays en développement. Le programme

se concentre plus particulièrement sur trois d'entre eux : la **mondialisation**, l'**évolution des relations entre l'État et la société civile** et l'**urbanisation**. Les problèmes qu'engendrent ces phénomènes et la nécessité d'adapter l'apprentissage social et institutionnel aux changements qui s'ensuivent définissent le cadre à l'intérieur duquel les pays répondent à leurs besoins de développement humain et mettent en oeuvre des politiques de réforme sociale.

Il y a quatre champs de recherche possibles : le processus selon lequel s'effectuent la conception, la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation des décisions relatives aux politiques sociales; les stratégies qui, aux échelons national et local, permettent aux politiques de se traduire par des actions et innovations concrètes; les ressources humaines et financières nécessaires à la mise en oeuvre des politiques sociales; et les capacités humaines et institutionnelles requises pour atteindre les objectifs en matière de politiques.

Le programme appuie des recherches dans les domaines décrits ci-dessous; les projets peuvent toutefois porter sur plus d'un domaine.

Politiques sociales

○ Mondialisation et questions sociales

On entend par mondialisation le processus par lequel les influences sociales, économiques, culturelles et politiques transnationales traversent les frontières des États-nations. La mondialisation s'est accélérée et répandue à un rythme sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est sur ses dimensions économiques que l'on met l'accent le plus souvent, mais le phénomène a aussi des répercussions sociales, culturelles, idéologiques et techniques d'une portée considérable. La qualité même du développement humain dans des domaines aussi divers que l'environnement, l'éducation et les services sociaux est influencée par les décisions et mesures d'ordre politique prises dans des endroits éloignés du globe.

Si l'État est un intervenant clé dans le développement, les pressions internationales influent sur sa capacité de formuler et de mettre en oeuvre des politiques nationales propres à répondre aux besoins intérieurs. La recherche permettra d'évaluer les conséquences de la mondialisation sur l'élaboration des politiques sociales aux échelons local, national et régional. Elle examinera les effets de facteurs comme l'intégration économique, l'ajustement structurel, les conditionnalités d'ordre politique et le transfert de modèles externes de gestion de la chose publique sur la capacité des gouvernements d'établir des stratégies et de mettre en place des politiques sociales appropriées. La recherche évaluera également dans quelle mesure les pays en développement parviennent à concilier les pressions internationales et intérieures lorsqu'ils formulent et mettent en oeuvre leurs politiques sociales.

En raison du nouvel ordre économique mondial, des gouvernements qui subissent déjà d'énormes pressions sur le plan national en vue d'une plus grande participation sur la scène politique et de stratégies de développement autogérées font maintenant face à des exigences additionnelles, ce qui rend encore plus difficile la mise en oeuvre de politiques sociales à long terme répondant aux besoins locaux. La recherche évaluera à quel point la mondialisation modifie les exigences sociales nationales et influe sur la capacité des organisations sociales d'y répondre de manière novatrice et efficace.

Les orientations mondiales de développement en matière d'économie, d'environnement, d'éducation, de droits de la personne et de réforme sociale influent sur la formulation des politiques nationales et l'affectation des ressources. La recherche examinera comment les institutions gouvernementales et civiles s'y adaptent et s'attachera plus particulièrement à la capacité des collectivités, du secteur privé et des administrations locales de financer des politiques et programmes sociaux dans le cadre de restrictions budgétaires.

Avec la mondialisation, de nouvelles pressions s'exercent sur les pays en développement pour qu'ils se fassent concurrence dans un monde où l'interdépendance ne cesse de s'accroître. La recherche examinera donc comment les ressources humaines et institutionnelles évoluent pour relever les défis de la mondialisation. L'accent sera mis sur l'éducation et la formation, formelles et informelles, et sur la mise au point d'outils méthodologiques et de techniques visant à raffermir la gestion et l'obligation de rendre compte en matière de politiques sociales.

Pour profiter de la mondialisation, les pays doivent être en mesure d'évaluer ce qui réussit en matière de politiques sociales. La recherche examinera différentes expériences, dont les nouvelles formes de gestion de la chose publique qui favorisent la participation de la population à l'élaboration des politiques sociales, les innovations visant l'intégration des politiques économiques et sociales qui répondent de façon exhaustive aux exigences sociales, les programmes sociaux émanant des collectivités et du secteur privé, et le rôle du savoir et des compétences indigènes dans la satisfaction des besoins sociaux.

○ ***Évolution des relations entre l'État et la société civile***

En raison des pressions externes qui se font de plus en plus grandes, le rôle de l'État comme agent de développement sur le plan intérieur évolue. C'est par le biais de la planification économique et sociale et de la prestation de services sociaux que l'État moderne en est venu à assumer des responsabilités croissantes à l'égard du bien-être de ses citoyens. Toutefois, l'importance qu'a pris récemment l'efficacité du marché et l'effondrement des économies dirigées et des régimes

politiques autoritaires a remis en question la viabilité des stratégies de développement menées par l'État.

Les institutions d'État n'ont pas été en mesure de répondre aux multiples demandes qui leur ont été faites tout en demeurant représentatives, responsables, efficaces et financièrement saines. Les appels à considérer les réformes sociales dans le même cadre stratégique que les réformes économiques reconnaissent que les politiques nationales favorisant la croissance et l'équité doivent être enracinées dans les politiques sociales et les refléter. Les intervenants de l'extérieur de l'État se font concurrence pour jouer un plus grand rôle dans la politique nationale et remplir le vide laissé par la réduction des fonctions que l'État assumait pour veiller au bien-être des citoyens. La crise de la légitimité de l'État et le rôle plus actif que jouent les institutions autonomes de la société civile (les associations professionnelles et de gens d'affaires, les syndicats, les groupes d'intérêts, les ONG, les groupes communautaires et la famille) sont en train de modifier l'élaboration des politiques sociales dans bon nombre de pays. On se rend compte de plus en plus que le développement durable repose sur la capacité qu'ont les collectivités et les administrations locales de créer des formules souples de gestion de la chose publique et de participation populaire.

La recherche examinera les répercussions sur le développement des nouvelles tendances en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques sociales qui résultent des changements apportés aux rôles de l'État et de la société civile. Elle tentera de comprendre les rôles complémentaires des institutions d'État et des institutions civiles dans la définition des processus et des stratégies au moyen desquels les objectifs sociaux sont établis et négociés et les ressources humaines et matérielles sont réparties, pour répondre aux besoins en matière de développement humain et social. La recherche examinera également comment on peut procéder à une réforme de l'État tout en lui permettant de maintenir l'équité sociale et de réglementer les interventions des agents économiques.

La recherche étudiera les conditions qui renforcent ou affaiblissent la capacité du gouvernement de concevoir et de mettre en oeuvre des programmes sociaux, et elle évaluera les partenariats gouvernement-secteur privé dans la prestation des services sociaux de même que les réformes de la fonction publique visant à répondre aux défis qui émanent de la décentralisation, de la privatisation et de la démocratisation. La recherche étudiera également tant le rôle croissant que jouent les intervenants non gouvernementaux, en particulier les ONG et les organismes communautaires, dans le façonnement des politiques sociales que les méthodes différentes de prise de décisions qui, à différents échelons, font appel à la participation de la population.

○ ***Ressources, accès et qualité des services urbains***

Un pourcentage croissant des pauvres vivent en milieu urbain, là où la non-satisfaction des besoins fondamentaux peut avoir des conséquences dévastatrices en

matière de développement humain, d'environnement, de productivité économique et de stabilité politique. Dans les pays en développement, l'urbanisation pose des défis considérables aux artisans et praticiens des politiques sociales qui, bien souvent, n'ont ni les ressources ni la capacité nécessaires pour étendre des services sociaux très limités en vue de rejoindre les groupes vulnérables.

La recherche portera sur l'utilisation des ressources financières, humaines et sociales dans la prestation intégrée des services, ainsi que sur les conditions et les processus qui influent sur l'accès aux services sociaux en milieu urbain et sur la qualité de ces services. Les services urbains comprennent toute une gamme de programmes sociaux allant de la santé, de l'éducation et de la garde d'enfants au logement, à l'emploi et à la sécurité sociale, et l'accent sera mis sur des démarches intégrées plutôt que sectorielles.

L'urbanisation entraîne des changements dans la gestion de la chose publique et dans la dynamique communautaire, de nouveaux intervenants sociaux et organismes informels étant appelés à y participer. La recherche s'attachera à comprendre les effets de ces changements sur les formes traditionnelles d'organisation sociale, sur les ressources sociales et sur les principales populations visées. Elle examinera également les processus auxquels les intervenants non gouvernementaux font appel pour s'organiser en vue de la satisfaction de leurs besoins fondamentaux et les éléments sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour offrir des services équitables et d'un bon rapport coût-efficacité.

Un financement inadéquat constitue une contrainte en matière de prestation de services. La recherche tentera de définir des manières efficaces et novatrices de financer et d'offrir les services, évaluera des formules équitables de recouvrement des coûts et examinera la faisabilité de partenariats publics, privés et communautaires pour la prestation des services. Des innovations prometteuses en matière de politiques et de programmes seront évaluées.

La détermination des facteurs qui influent sur l'accès aux services et leur qualité est essentielle à une prestation efficace des services. La recherche examinera les conditions, les processus d'ordre politique et les réalisations qui jouent un rôle à cet égard, y compris ceux qui ont trait à l'équité d'accès, comme l'accès aux ressources productives et la participation de la population à la prise des décisions. L'un des buts sous-jacents de la recherche sera d'intégrer les critères de qualité et d'accès dans la planification, la gestion et l'évaluation des services sociaux.

La recherche sur la qualité des services examinera les moyens d'améliorer l'efficacité des services et leur acceptabilité pour les bénéficiaires. L'un des objectifs visés sera la mise au point de méthodes peu coûteuses pour déterminer les groupes à risque et concevoir des indicateurs de surveillance des programmes sociaux. La priorité sera accordée aux moyens d'améliorer la qualité des services

non gouvernementaux. Comme les administrations locales jouent un rôle clé dans la prestation des services, les chercheurs analyseront l'efficacité de la privatisation et de la décentralisation et cerneront les obstacles d'ordre institutionnel, politique et financier à la prestation des services.

Systèmes d'apprentissage au service du changement

La mondialisation économique et politique, l'urbanisation, la démocratisation, les nouvelles formes de participation populaire et les appels continuels à la redistribution des bénéfices tirés de la croissance, ce sont tous là des éléments qui incitent les individus et les collectivités à faire preuve de souplesse et d'imagination pour suivre l'évolution de notre monde. Les institutions et organismes sociaux doivent être en mesure de gérer le changement, de mettre en oeuvre des innovations et des réformes et de responsabiliser les gens. Cela s'avère particulièrement vrai dans les secteurs sociaux, qui ont besoin de politiques sociales plus pertinentes, plus intégrées et plus durables.

Pour relever ces défis, les collectivités, les organismes sociaux et les bureaucraties doivent apprendre de façon plus efficace. Il leur faut de nouvelles manières d'acquérir, produire et appliquer des connaissances, de s'organiser et se structurer, de recruter et former des ressources humaines, et de planifier, mettre en oeuvre et évaluer des activités.

La recherche examinera les institutions et organismes qui sont devenus des systèmes efficaces d'apprentissage au service du changement et ce, en mettant l'accent sur les institutions communautaires et gouvernementales qui ont conçu des programmes sociaux novateurs et établi des stratégies et mécanismes pour les mettre en application. Elle pourra porter sur des systèmes décentralisés de gestion et d'administration de la chose publique, des processus novateurs de changement institutionnel et des solutions de rechange visant à intégrer le savoir et les méthodes indigènes à l'élaboration et à la prestation des programmes.

On s'attachera à l'analyse des facteurs qui permettent aux institutions de devenir des systèmes d'apprentissage efficaces, notamment les législations, réglementations et normes organisationnelles propices, les structures et procédures de gestion efficaces, les méthodes novatrices de création et d'utilisation des ressources, et les méthodes efficaces de développement des ressources humaines. On évaluera les systèmes d'apprentissage qui réussissent, c'est-à-dire qui soutiennent et diffusent les innovations sociales par le biais de la participation des utilisateurs. On mettra l'accent sur des études de cas portant sur des systèmes d'apprentissage qui se sont avérés particulièrement efficaces au sein des collectivités, des ONG, des administrations locales et des gouvernements nationaux.

Présentation des propositions de recherche

Les institutions de recherche des pays en développement sont invitées à présenter des demandes de subvention. Le Centre accueille les propositions qui ont trait à des recherches exécutées en collaboration par des institutions du Canada et de pays en développement. La proposition doit faire état du problème, des méthodes envisagées, de la pertinence sur le plan des politiques, ainsi que des coûts prévus pour la recherche. Il faut également fournir des renseignements sur les institutions et les chercheurs. Les lignes directrices pour la préparation des propositions sont envoyées sur demande. Les propositions que reçoit le CRDI sont examinées par son personnel professionnel et le Centre se réserve le droit de les faire examiner à l'externe par des pairs.

Prière de faire parvenir les propositions au Programme des politiques sociales, Division des sciences sociales, Centre de recherches pour le développement international, C.P. 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9 N° de téléphone : (613) 236-6163 N° de télécopieur : (613) 238-7230. Il est également possible d'envoyer les propositions à l'un des bureaux régionaux du CRDI où le programme a un représentant, c'est-à-dire ceux de l'Afrique australe et orientale, de l'Afrique centrale et occidentale, de l'Asie du Sud et de l'Amérique latine et des Antilles.

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et de l'Est

IDRC, Tanglin PO Box 101, Singapore 9124,
Republic of Singapore

Bureau régional pour l'Asie du Sud

IDRC, 11 Jor Bagh,
New Delhi 110003, India

Bureau régional pour l'Afrique australe et orientale

IDRC, PO Box 62084, Nairobi, Kenya

Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

CRDI, BP 14 Orman, Gizeh, Le Caire, Égypte

Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale

CRDI, BP 11007, CD Annexe, Dakar,
Sénégal

Bureau régional pour l'Amérique latine et Antilles

CIID, Casilla de Correo 6379, Montevideo,
Uruguay

Bureau régional pour l'Afrique australe

IDRC, 9th Floor Braamfontein Centre, Braamfontein, 2001, Johannesburg, South Africa

This publication is also available in English. Esta publicación también se encuentra en español.

Septembre 1993